

**Daniel van Lerberghe : « L'Institut Politech veut réinventer la politique dans le cyberspace » - Entretien
13 Octobre 2004**



*Ariane Beky**
Journalist, NetEconomie.com

ABSTRACT

Le président et directeur exécutif de l'Institut POLITECH, Centre Européen de Technologies Politiques, M. Daniel van Lerberghe, dresse le portrait de l'Institut dans un entretien avec la journaliste Mme Ariane Beky de NetEconomie.com lors du Forum Mondial de la iDemocratie, qui s'est tenu à ISSY-Les-Moulineaux les 29 et 30 septembre 2004.

* Ariane Beky is currently a journalist for the French web site [NetEconomie.com](http://www.neteconomie.com), online magazine on information society, networks and knowledge management - <http://www.neteconomie.com>. She holds an advanced degree in North American History.

<http://www.neteconomie.com/perl/navig.pl/neteconomie/infos/article/20041013231331>

Ariane BEKY (AB) – Daniel van LERBERGHE (DVL), pouvez-vous brièvement présenter l'Institut Politech et votre fonction?

DVL – Bonjour Ariane. Mon cursus, centré sur la politique internationale, l'entrepreneuriat et les technologies, a été validé par un Master, un MBA et complété d'une formation de webmaster.

Par la suite, j'ai co-fondé l'Institut Politech que je préside aujourd'hui. Centre européen de technologies politiques, Politech est une jeune AISBL - association internationale sans but lucratif - dont le siège est installé en Belgique, à Bruxelles.

Les 7 membres fondateurs de l'Institut ont souhaité créer un espace international et pluridisciplinaire d'échanges qui, par le biais des technologies de l'information et de la communication, participe au rapprochement entre citoyens et élus.

Notre mission est celle d'un médiateur qui propose, d'une part, un cadre de réflexion, d'autre part, des solutions à travers un réseau européen d'excellence : organisation de séminaires, conseil, formation, publication de rapports, etc.

Par ailleurs, l'Institut Politech réunit acteurs publics et privés lors d'événements auxquels l'association participe. Enfin, il réalise le lien entre différents Forums internationaux qui intéressent la politique numérique.

Côté financement, l'Institut s'appuie sur les cotisations de ses membres et le sponsoring privé.

AB – Les autorités politiques peuvent-elles gérer la relation "citoyens" comme le font les entreprises avec leurs clients ?

DVL – Le "CiRM" ou Citizen Relationship Management ne devrait pas être une pâle copie du CRM. Il devrait être une adaptation de stratégies e-business, de ses meilleures pratiques, à la gouvernance électronique.

Comme vous le savez, entre weblogs, webzines, forums, messageries instantanées, sites institutionnels et Net campagnes, la participation à la dynamique démocratique est plus directe et interactive.

Servie par des outils logiciels – libres ou non – et matériels – micro-ordinateurs, assistants numériques et autres terminaux mobiles – la Toile mondiale est un support essentiel pour promouvoir la démocratie, la participation de tous les acteurs : citoyens, politiques, collectivités, associations, organisations professionnelles...

De la démocratie à la gouvernance électroniques, la "politique numérique" met l'utilisateur/citoyen dans une position active, le feedback est direct ! Plus d'un responsable politique s'inquiète de cette évolution. Pourtant, la voie électronique peut leur apporter plus de crédibilité, comme elle apporte plus d'autonomie aux citoyens.

On le constate avec les Net campagnes américaines de John KERRY et de George W. BUSH. En Europe aussi, je pense notamment aux heureuses initiatives du député-maire d'Issy-Les-Moulineaux, André SANTINI, initiateur du Forum iDémocratie.

AB – Lors du Forum Mondial iDémocratie 2004, justement, vous avez fait référence à "la gouvernance à niveaux multiples". Pouvez-vous la définir ?

DVL – La gouvernance à niveaux multiples est transversale, du local à l'international, elle implique tous les acteurs par le biais de réseaux. Il s'agit en fait de réinventer la politique par une approche "Bottom Up" et non "Top Down", soit des citoyens vers les sphères de décision et non l'inverse. Dans le cyberspace, les communautés virtuelles peuvent assurer cette transition.

AB – Comment se porte la démocratie électronique aujourd'hui ?

DVL – La e-démocratie tâtonne, de même que la gestion des crises et des conflits par voie électronique (e-diplomatie). En revanche, l'administration électronique se développe rapidement en Europe. Par ailleurs, la politique citoyenne en ligne est une réalité, le site américain PoliticsOnline.com en témoigne.

Pour que l'échange politique et démocratique progresse, l'Institut Politech a fait le choix de travailler en bonne intelligence avec des partenaires tels que l'IERI (Institut européen de relations internationales), le Forum Mondial iDémocratie et eForum (Forum européen de l'administration électronique).

Par ailleurs, l'association a établi des partenariats avec plusieurs universités et établissements d'enseignement technologique supérieur de la Finlande à la Suisse.

En tant que "think tank", il nous faut anticiper le changement, poser des questions et apporter des réponses. Si le régime démocratique n'est pas le meilleur, c'est le moins pire. La voie électronique, complétée des supports démocratiques traditionnels, participe au développement de la participation citoyenne, de la politique "intelligente".

AB - Daniel VAN LERBERGHE, je vous remercie.